

L'économie non-observée (ENO)

The Non-Observed Economy (NOE)

Ronan Mahieu
Département des comptes nationaux

Cyrille Hagneré
Acooss



Un concept développé par l'OCDE pour une bonne estimation du PIB

Un concept très lié à la comptabilité nationale

Objectif : évaluer la part de l'activité économique qui échappe spontanément aux statisticiens et qui doit donc faire l'objet de redressements pour **assurer l'exhaustivité des agrégats de comptabilité nationale**

=> crucial pour assurer notamment :

- la comparabilité internationale des estimations
- la pertinence des évolutions (une contraction de l'économie officielle peut s'accompagner d'une hausse de l'économie informelle)
- la cohérence des agrégats comptables (production/dépenses)

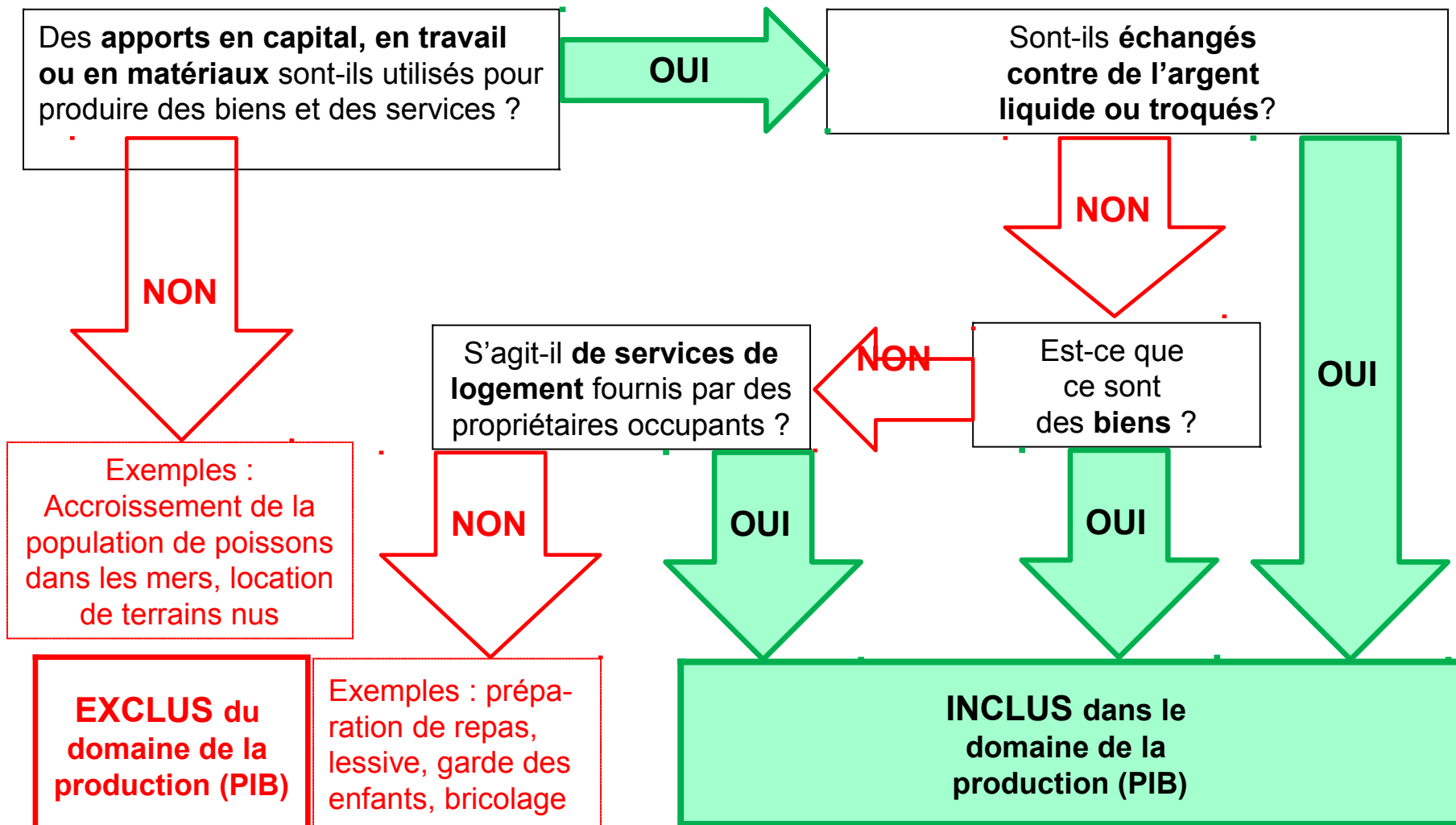
Un concept très extensif

Va bien au-delà des notions de travail dissimulé ou de travail illégal

Un cadre d'analyse : le système de comptabilité nationale de 1993

SCN 1993 : élaboré conjointement par 5 organisations internationales (la Division des statistiques de l'organisation des Nations unies, le Fond monétaire international, la Banque mondiale, Eurostat et l'OCDE).

Le domaine de la production selon le SCN 1993



Le domaine de la production selon la SCN1993

En résumé, le domaine de la production comprend :

- la production des **biens et services** destinée à d'**autres** unités que celles qui les produisent ;
- la production de **biens** destinée à son **usage propre** (production et transformation de produits agricoles, production et conservation de viande et poisson, production de produits laitiers, de bière, de vin..., tissage, confection, fabrication de meubles, etc.; construction d'un logement dont le ménage se réserve l'usage)
- la production pour compte propre des **services de logements occupés par leurs propriétaires** et des services domestiques et personnels **produits grâce à l'emploi de personnel** domestique rémunéré

Sont ainsi exclus (lors que ces activités sont effectuées pour compte propre) : le nettoyage, la décoration et l'entretien du logement occupé par le ménage, le nettoyage, l'entretien et la réparation des biens de consommation durables ou d'autres biens, la préparation de repas et le service à table, la garde, l'éducation et la formation des enfants, la garde de malades, d'infirmes ou de personnes âgées, le transport des membres du ménage ou de leurs biens.

Typologie de l'économie non-observée

L'économie non-observée fait référence aux activités économiques comprises dans le domaine de la production mais qui échappent aux statisticiens.

Selon l'OCDE, l'ENO couvre les activités qui font partie de l'une des « 5 zones problématiques » suivantes :

- 1) La production souterraine (*Underground production*)
- 2) La production illégale (*Illegal production*)
- 3) La production non observée du secteur informel (*Non-observed informal sector production*)
- 4) La production des ménages pour usage final propre (*Production of households for own final use*)
- 5) La production non observée du fait de déficiences du système de collecte (*Production missed due to deficiencies in data collection programme*)

Typologie de l'économie non-observée

1) La production souterraine (*Underground production*)

Activités productives en elles-mêmes légales, mais délibérément cachées aux autorités publiques afin de

- ne pas payer d'impôts (IRPP, IS, TVA...) et de cotisations sociales
- se soustraire à des obligations réglementaires (ex: durée du travail, salaire minimum...)

Typologie de l'économie non-observée

2) La production illégale (*Illegal production*)

Activités productives interdites par la loi (ex: production et trafic de stupéfiants, proxénétisme...) ou bien dont la légalité est subordonnée à une autorisation préalable (ex: exercice illégal de la médecine)

Ces activités sont incluses dans le domaine de production dès lors qu'il existe une demande effective (le vol n'est donc pas comptabilisé dans la production).

NB : La frontière entre production illégale et économie souterraine n'est pas toujours très nette (cas de la prostitution non déclarée).

Typologie de l'économie non-observée

3) La production non observée du secteur informel (*Non-observed informal sector production*)

Activités productives (d'ampleur réduite) d'entreprises non constituées en sociétés

- . qui ne sont pas inscrites dans les registres publics,
- . qui produisent des biens et services en vue principalement de créer des emplois et des revenus aux personnes concernées,
- . où les relations de travail ne sont pas contractualisées.

L'économie informelle est très présente dans le pays en voie de développement.

Échapper à l'imposition ou à la réglementation peut être une des motivations pour demeurer dans le secteur informel, mais ce ne doit pas être la seule.

=> la frontière avec la production souterraine est parfois ténue

Typologie de l'économie non-observée

- 4) La production des ménages pour usage final propre
(*Production of households for own final use*)

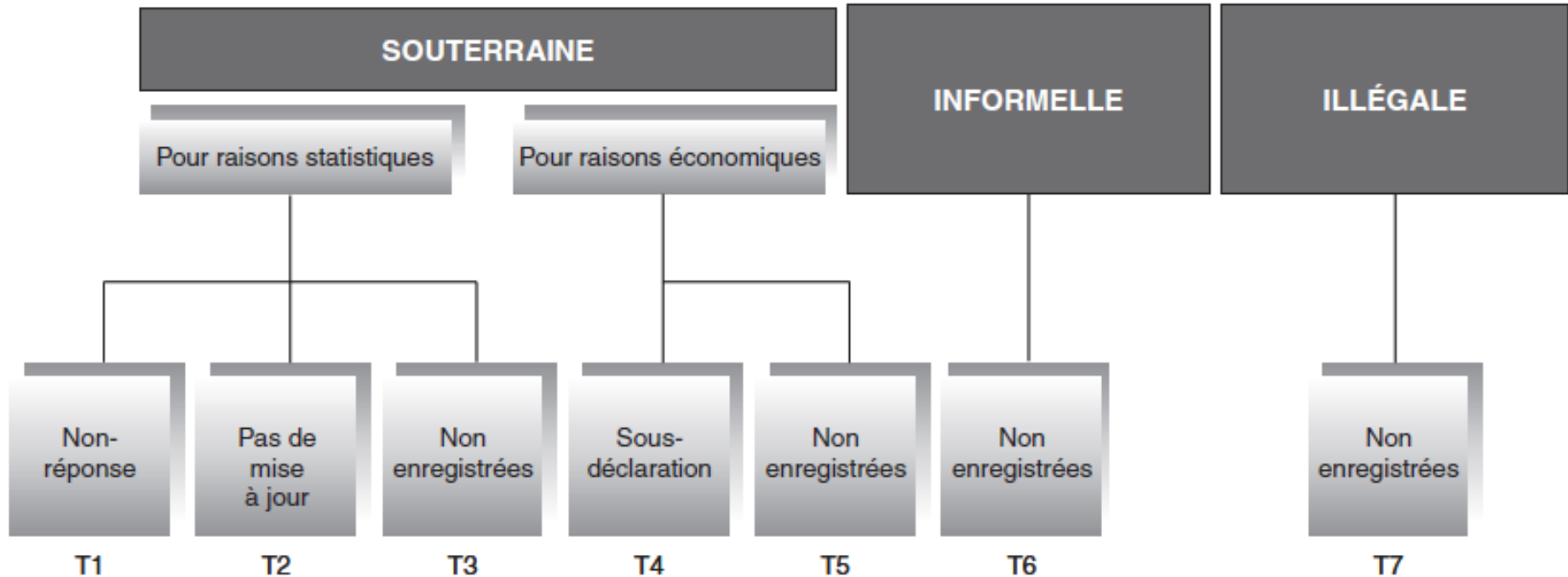
Consommation de biens agricoles produits directement par les ménages, construction par les ménages de leur propre habitation...

- 5) La production non observée du fait de déficiences du système de collecte (*Production missed due to deficiencies in data collection programme*)

Ex: production d'entreprises petites et/ou récemment créées qui ne sont pas repérées par le système de collecte, entreprises dont la petite taille les fait échapper aux enquêtes statistiques ...

Renvoie donc plutôt à la difficulté pratique du système statistique à couvrir l'intégralité des entreprises actives plutôt qu'à des comportements d'évitement (fraude) des entreprises

Exemple pratique: le cadre italien



Typologie de l'ENO

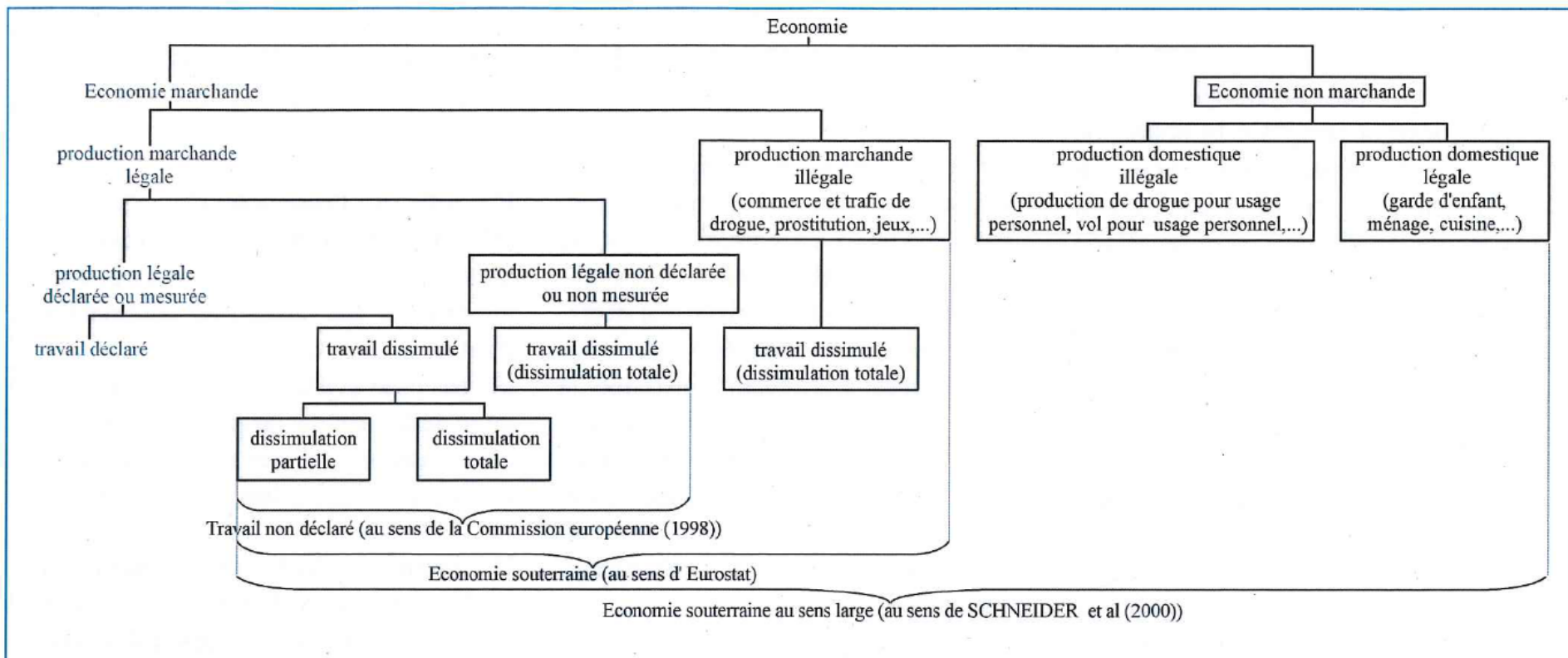
Il existe des définitions encore plus extensives de l'économie « souterraine »

Cf. approche de Schneider => l'économie souterraine comprendrait toutes les activités qui seraient potentiellement taxables si elles étaient déclarées

yc pourboires (même s'ils sont autorisés), troc de biens légaux, travaux de bricolage et services entre voisins...

Typologie de l'ENO: analyse de l'Acoss (2003)

Schéma : Taxinomie de l'économie souterraine



Pour mesurer l'ENO, l'OCDE propose une stratégie qui s'articule autour de 5 démarches

- 1) Identifier un **cadre conceptuel** et une **grille d'analyse** convenables.
- 2) **Evaluer les données de base** fournies aux comptes nationaux et les méthodes utilisées pour l'établissement des comptes, ainsi que **l'ampleur des activités non observées et non mesurées**.
Définir les priorités à traiter à court terme et à long terme.
- 3) **Identifier les améliorations envisageables pour le processus** d'établissement des comptes nationaux, qui limiteront l'impact des activités non mesurées à l'aide **d'ajustements basés sur un modèle** et des résultats des **enquêtes supplémentaires**.
→ solutions à court terme à des problèmes qui pourront être résolus à plus long terme en améliorant la collecte de données (cf. 4).
→ solutions à long terme à des problèmes chroniques qui ne pourront pas être résolus au stade de la collecte des données.
- 4) **Identifier les améliorations envisageables pour l'infrastructure** et le contenu du dispositif de **collecte des données de base**, qui limiteront l'impact des activités non observées en mettant le dispositif en conformité avec les normes et les pratiques exemplaires internationales.
- 5) Mise au point d'un **plan de mise en œuvre** prévoyant de consulter les utilisateurs, de classer par ordre de priorité les améliorations possibles...

L'estimation de l'activité dissimulée à l'Insee

Le champ couvert par l'estimation macroéconomique de l'activité dissimulée en comptabilité nationale

L'activité dissimulée des entreprises non financières: sources, méthodes et estimations

La fraude des entreprises ayant une existence légale

L'activité clandestine

Le cas de la contrebande de tabac

L'intégration de la fraude dans les comptes: production, valeur ajoutée et emploi

L'activité dissimulée des ménages en tant qu'employeurs

Le champ couvert

Objectif : assurer que la comptabilité nationale intègre l'ensemble de l'activité économique sur le territoire résident

Or la comptabilité nationale repose beaucoup sur des sources administratives (notamment fiscales)

=> nécessite de corriger les données sources d'une évaluation du montant de l'activité dissimulée aux administrations

Toutefois il n'est pas nécessaire d'appliquer une correction pour certains secteurs

Administrations publiques

Banque et assurance (du fait du poids de la régulation qui fait qu'il est difficile de tricher sur son volume d'activité)

Secteurs pour lesquels la production est mesurée directement par l'appareil statistique (les sources fiscales ne sont pas mobilisées)

Cas de l'agriculture (estimation via les données du SSM Agriculture)

Cas des services de logement (estimation via l'enquête Logement)...

L'économie non observée (NOE)

Le champ couvert

On évalue donc l'activité dissimulée par:

- les entreprises non financières (ENF) hors agriculture, logement et action sociale

Attention: les chiffres avancés retracent uniquement les corrections statistiques à apporter aux estimations spontanées, elles ne retracent pas l'ensemble de la dissimulation d'activité

Par exemple, ces chiffres ne comprennent pas la dissimulation d'activités agricoles ou la sous-déclaration de leurs revenus locatifs par les propriétaires-bailleurs

- les ménages en tant qu'employeurs

L'activité dissimulée des ENF

1. La fraude des entités (sociétés ou entrepreneurs individuels) ayant une existence légale

Extrapolation des résultats des contrôles fiscaux menés sur les exercices 2004-2006 à l'ensemble des entreprises en activité

Plusieurs écueils :

- il convient d'ignorer la part de la fraude fiscale détectée qui ne correspond pas à de l'activité dissimulée

Ex: si une entreprise majeure indûment ses dotations aux provisions, elle réduit son bénéfice taxable, mais cela n'influe pas sur les variables comptables utilisées pour évaluer la valeur ajoutée (chiffre d'affaires, achats, charges externes...)

=> On ne retient que la fraude consistant à dissimuler du chiffre d'affaires ou majorer les achats et charges externes

L'activité dissimulée des ENF

1. La fraude des entités (sociétés ou entrepreneurs individuels) ayant une existence légale

Plusieurs écueils :

- appliquer directement les taux de redressement constatés sur les entreprises contrôlées à l'ensemble des entreprises en activité conduirait à surestimer l'impact de la fraude
 - les services fiscaux ciblent leurs contrôles sur les entreprises qu'ils jugent les plus susceptibles de frauder
 - => approche économétrique reposant sur la modélisation de la probabilité d'être contrôlée en fonction de caractéristiques observables dans les fichiers (taille, ratios comptables de type EBE/VA...)

L'activité dissimulée des ENF

1. La fraude des entités (sociétés ou entrepreneurs individuels) ayant une existence légale

Cette exploitation économétrique des résultats des contrôles fiscaux débouche sur une estimation de l'activité dissimulée:

- différenciée par secteur d'activité (138 niveaux)
- différenciée selon le statut société / entrepreneur individuel
- distinguant l'impact de la fraude sur le chiffre d'affaires de celle sur les achats et charges externes

Limites de l'estimation:

- les services fiscaux ne détectent pas nécessairement toute la fraude des entreprises qu'ils contrôlent
Risque de sous-estimation de l'impact de la fraude sur la mesure de l'activité
- la décision des services fiscaux de contrôler ou non une entreprise peut être guidée par des éléments d'appréciation qui ne figurent pas dans les fichiers fiscaux, de sorte que l'on modélise imparfaitement la probabilité de contrôle
Risque de sur-estimation de l'impact de la fraude sur la mesure de l'activité

L'activité dissimulée des ENF

1. La fraude des entités (sociétés ou entrepreneurs individuels) ayant une existence légale

Correction de +40,7 Md€ de la VA des ENF en 2006 (soit 3,6 % de la VA totale des ENF) dont:

20,0 Md€ (64% sur les EI) au titre de la dissimulation du chiffre d'affaires

20,7 Md€ (37% sur les EI) au titre de la surestimation des achats et charges externes

Les plus gros secteurs contributeurs en termes de dissimulation du chiffre d'affaires:

Construction (+4,3 Md€)

Santé humaine (+2,9 Md€)

Commerce de détail (+2,8 Md€)

Restauration (+2,4 Md€)

etc.

L'activité dissimulée des ENF

2. L'activité clandestine (entités sans existence légale)

Estimation beaucoup plus complexe... et donc très fragile

Correspond en général à la fourniture directe de biens ou services par le producteur au consommateur final

N'étant pas déclarés, ces producteurs ne figurent pas dans les registres des Urssaf ou de la DGFIP

=> estimation ancienne, à pur dire d'expert

Impact sur l'estimation de la VA: +13,4 Md€ (1,2 % de la VA des ENF)

Impact concentré sur des secteurs où le poids des entrepreneurs individuels est élevé

Les plus gros secteurs contributeurs en termes d'activité clandestine:

Construction (+8,1 Md€)

Enseignement marchand (+1,7 Md€)

Commerce et réparation d'automobiles et motocycles (+1,4 Md€)

Programmation, conseil et autres activités informatiques (+1,1 Md€)

etc.

L'activité dissimulée des ENF

3. Le cas de la contrebande de tabac

Expertise externe (OFDT, INHESJ)

¼ de consommation nationale de tabac (en quantités) hors des circuits officiels

Parmi ce ¼, sont le fait d'achats transfrontaliers (hors contrebande)

D'où une estimation du marché de la contrebande de tabac (en quantités de cigarettes ou kg de tabac à rouler)

Reste à valoriser cette quantité

Estimation du prix de revente du tabac de contrebande: nettement supérieur au prix du tabac HT hors contrebande (marges confortables des contrebandiers), mais nettement inférieur aux prix TTC hors contrebande compte tenu des droits d'accise sur le tabac

En déduire le coût d'achat des cigarettes à l'étranger pour avoir une estimation de la sous-estimation de la production de services commerciaux (les contrebandiers étant assimilés à des entreprises clandestines de commerce)

Impact sur le PIB: +0,6 Md€ en 2010

Evolution annuelle de la correction modulée en fonction de l'évolution des droits d'accise sur le tabac (dont la hausse accroît l'incitation à la contrebande)

L'activité dissimulée des ENF

4. La prise en compte de l'activité dissimulée des ENF dans le cadre central

Fraude des entités ayant une existence légale

Fraude sur le chiffre d'affaires supposée associée à du travail au noir : la masse salariale et l'emploi correspondants sont estimés en supposant que la productivité du travail au noir est identique à celle du travail déclaré dans le secteur considéré

On assimile toutefois les travailleurs au noir à des EI clandestins qui vendent leur production à l'entreprise qui fraude sur son chiffre d'affaires

=> le redressement porte sur le revenu mixte et l'emploi non salarié en ETP

=> la part de la VA dissimulée qui ne rémunère pas du travail au noir accroît l'EBE des entreprises fraudeuses

La fraude sur les achats et charges externes est supposée ne correspond pas à du travail dissimulé

L'activité dissimulée des ENF

4. La prise en compte de l'activité dissimulée des ENF dans le cadre central

Activité clandestine

La correction porte intégralement sur le revenu mixte et l'emploi non salarié en ETP

Les redressements sont des proportions constantes d'une année sur l'autre (sauf contrebande de tabac)

Pas de prise en compte des évolutions de l'ampleur du phénomène

Les ménages en tant qu'employeurs

Activités concernées : services domestiques et action sociale (garde d'enfants, aide aux personnes âgées dépendantes)

Estimation fragile (dire d'expert): +2,2 Md€ de VA

Correction appliquée à la masse salariale et à l'emploi salarié en ETP

+180 000 ETP salariés environ

Une modulation (certes fruste) de l'ampleur de la fraude en fonction de l'évolution de la politique sociale et fiscale

Ex: fort relèvement en 2013 suite à

- la suppression de la possibilité de la déclaration au forfait (calcul des cotisations sur la base du Smic et non du salaire horaire déclaré) à compter du 1er janvier 2013
- la forte réduction des avantages sociaux sur les heures supplémentaires intervenue au 1er octobre 2012

Les ménages en tant qu'employeurs

Part de l'emploi non déclaré dans l'emploi total des ménages en tant que producteur de services domestiques

